

La société GALVANOPLAST exerce une activité de traitement de surface notamment pour le secteur automobile.

Elle est classée au titre de la nomenclature des installations classées pour les rubriques suivantes :

3260 (A)

2565-2-a A

4110-2-a (A)

4130-2-b (D)

2575 (D)

2940-1-b (DC)

2940-2-b (DC)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Contrôle des rejets atmosphériques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Modifications notables	Code de l'environnement du 20/07/2023, article L181-14	/	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
3	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	/	Lettre de suite préfectorale	
4	Points de rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Conception des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.2.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Traitement des fumées – consignes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
12	Surveillance des rejets - prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois
13	Surveillance des rejets – prélèvement	Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 10.2.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Captation des émissions	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25	/	Sans objet
5	Points de rejets (emplacement), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4	/	Sans objet
7	Points de rejets(cyanure), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6	/	Sans objet
8	Points de rejets (substance toxique), ventilation	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12	/	Sans objet
10	Traitement des fumées – documents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
14	Surveillance des rejets – valeurs d'émission	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35	/	Sans objet
15	Surveillance des rejets – programme	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
16	Surveillance des rejets – conformité	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33	/	Sans objet
17	Respect des VLE	Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a constaté 7 non-conformités dont 5 font l'objet d'une proposition de mise en demeure par l'inspection. L'exploitant n'a pas porté à la connaissance du préfet les modifications réalisées sur son site. L'inspection a notamment constaté la mise en place de nouvelles activités et de nouveaux équipements avec la création de nouveaux émissaires de rejets atmosphériques. Certains émissaires n'ont pas fait l'objet de mesures en 2022 et certains paramètres n'ont pas été mesurés conformément à la réglementation applicable. Enfin, l'exploitant doit formaliser par des consignes d'exploitation la bonne vérification des équipements d'aspiration et de traitement des effluents gazeux.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : modifications notables

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 20/07/2023, article L181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, déclaration des modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté, au niveau du bâtiment "Usine 2", deux nouveaux fours de cuisson dont les rejets atmosphériques débouchent sur un nouveau point de rejet et 2 nouvelles cabines de peinture avec également un nouveau point de rejet non relié à l'équipement de traitement RTO. Ces nouvelles activités et équipements n'ont pas fait l'objet d'un porter à connaissance au préfet. L'installation d'un oxydateur thermique pour le traitement des émissions atmosphériques des lignes ZT100, ZT 48 et ligne Zintek n'a pas non plus fait l'objet d'une information au préfet.
<b>Contrairement aux articles L. 181-14 et R. 181-46 du Code de l'environnement, les nouvelles activités, les nouveaux points de rejets et l'installation de traitement n'ont pas été déclarés par l'exploitant.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, dépôt de dossier
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Captation des émissions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 25
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Captation des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bords doivent être, si nécessaire, captées au mieux et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 26 du présent arrêté. L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, le cas échéant, le débit maximal rejeté.</p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan des rejets atmosphériques de l'établissement lors de l'inspection. Le plan ne correspond pas aux émissaires définis dans l'arrêté préfectoral du site. Sur le plan, figurent 8 points de rejets contre 15 dans l'arrêté préfectoral. Pour rappel, toute modification doit faire l'objet d'un rapport à connaissance du préfet (cf. point de constat n°1). L'exploitant mettra à jour le plan des émissaires et le cas échéant informera le préfet si des modifications ont eu lieu sur son site. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'aspiration au niveau des bords de traitement situés dans l'atelier Cataphorèse à l'exception des bords de rinçage car ces bords ne génèrent pas d'émissions. Au niveau du bâtiment "Usine 2", l'inspection a constaté que les émissions des procédés mis en œuvre sont captées, canalisées et traitées par un oxydateur thermique RTO en ce qui concerne les 2 lignes ZT100, les 2 lignes ZT48 et la ligne Zintek. Les rejets des nouveaux fours et des cabines de peinture sont bien captés avant rejet dans l'atmosphère (2 cheminées créées). Ils ne sont toutefois pas traités (cf. fiche de constat n°4).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Captation des émissions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets dans l'air passe par : - Le bon fonctionnement des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel. L'exploitant s'assure notamment de l'efficacité de la captation et de l'absence d'anomalies dans le fonctionnement des ventilateurs ; (...) Les performances effectives des systèmes de captation, d'aspiration et de traitement éventuel sont contrôlées dans l'année suivant la mise en service de l'installation par un organisme extérieur reconnu compétent.
<b>Constats :</b> La surveillance des systèmes de captation et d'aspiration est réalisée par les opérateurs en poste et se matérialise principalement par une surveillance olfactive. L'exploitant indique qu'un mauvais fonctionnement ou une panne des systèmes d'aspiration serait forcément identifié par les opérateurs du fait d'un dégagement important d'odeur au sein des ateliers. Il n'existe pas de procédure dédiée à la surveillance des systèmes d'aspiration. En ce qui concerne le RTO, un registre est disponible au niveau de l'équipement dans lequel sont recensés toutes les opérations de maintenance ou arrêts survenus sur l'équipement de traitement. L'exploitant a indiqué avoir procédé au contrôle du RTO par un organisme extérieur dans l'année suivant son installation mais n'a pas présenté ou envoyé de documents l'attestant. <u>La surveillance des performances des systèmes de captation et de traitement du site peut être améliorée notamment en formalisant et déterminant les paramètres et indicateurs à surveiller dans une procédure.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale


#### N° 4 : points de rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.2.2																																																																																																					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets atmosphériques																																																																																																					
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																																																																																					
<b>Prescription contrôlée :</b> Conduits et installations raccordées / conditions générales de rejet <b>Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées / Conditions générales de rejet</b>																																																																																																					
<table border="1"> <thead> <tr> <th>N° de conduit</th><th>Installations raccordées</th><th>Rubrique ICPE</th><th>Diamètre en m</th><th>Débit nominal en Nm³/h</th><th>Vitesse minimale d'éjection en m/s</th></tr> </thead> <tbody> <tr><td>1</td><td>Préparation avant cataphorèse</td><td>2565/2/a</td><td>0,9</td><td>20 000</td><td>10</td></tr> <tr><td>2</td><td>Four de polymérisation cataphorèse</td><td>2565/2/a</td><td>0,4</td><td>1300</td><td>5</td></tr> <tr><td>3</td><td>Dégraissage 1 (M5)</td><td>2565/2/a</td><td>0,315</td><td>4000</td><td>8</td></tr> <tr><td>4</td><td>Dégraissage 2 (T6)</td><td>2565/2/a</td><td>0,25</td><td>1000</td><td>6</td></tr> <tr><td>5</td><td>Préparation ligne T7</td><td>2565/2/a</td><td>0,7</td><td>14 600</td><td>10</td></tr> <tr><td>6</td><td>Zincage ligne T7</td><td>2565/2/a</td><td>0,7</td><td>19 500</td><td>10</td></tr> <tr><td>7</td><td>Préparation ligne T8</td><td>2565/2/a</td><td>0,51</td><td>20 000</td><td>10</td></tr> <tr><td>8</td><td>Zincage ligne T8</td><td>2565/2/a</td><td>0,7</td><td>30 000</td><td>10</td></tr> <tr><td>9</td><td>Préparation 1 (TF)</td><td>2565/2/a</td><td>0,25</td><td>3500</td><td>6</td></tr> <tr><td>10</td><td>Préparation 2 (OMSA)</td><td>2565/2/a</td><td>0,3</td><td>1500</td><td>6</td></tr> <tr><td>11</td><td>Application 1 Zintek 100 (évapo)</td><td>2940/1/b</td><td>0,3</td><td>1700</td><td>8</td></tr> <tr><td>12</td><td>Application 1 Zintek 100 (centrif)</td><td>2940/1/b</td><td>0,25</td><td>1100</td><td>6</td></tr> <tr><td>13</td><td>Application 2 Zintek 48 (évapo)</td><td>2940/1/b</td><td>0,3</td><td>1700</td><td>8</td></tr> <tr><td>14</td><td>Application 2 Zintek 48 (centrif)</td><td>2940/1/b</td><td>0,25</td><td>1100</td><td>6</td></tr> <tr><td>15</td><td>Ligne Zintek pulvérisation</td><td>2940/2/b</td><td>0,4</td><td>1600</td><td>6</td></tr> </tbody> </table>	N° de conduit	Installations raccordées	Rubrique ICPE	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s	1	Préparation avant cataphorèse	2565/2/a	0,9	20 000	10	2	Four de polymérisation cataphorèse	2565/2/a	0,4	1300	5	3	Dégraissage 1 (M5)	2565/2/a	0,315	4000	8	4	Dégraissage 2 (T6)	2565/2/a	0,25	1000	6	5	Préparation ligne T7	2565/2/a	0,7	14 600	10	6	Zincage ligne T7	2565/2/a	0,7	19 500	10	7	Préparation ligne T8	2565/2/a	0,51	20 000	10	8	Zincage ligne T8	2565/2/a	0,7	30 000	10	9	Préparation 1 (TF)	2565/2/a	0,25	3500	6	10	Préparation 2 (OMSA)	2565/2/a	0,3	1500	6	11	Application 1 Zintek 100 (évapo)	2940/1/b	0,3	1700	8	12	Application 1 Zintek 100 (centrif)	2940/1/b	0,25	1100	6	13	Application 2 Zintek 48 (évapo)	2940/1/b	0,3	1700	8	14	Application 2 Zintek 48 (centrif)	2940/1/b	0,25	1100	6	15	Ligne Zintek pulvérisation	2940/2/b	0,4	1600	6					
N° de conduit	Installations raccordées	Rubrique ICPE	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse minimale d'éjection en m/s																																																																																																
1	Préparation avant cataphorèse	2565/2/a	0,9	20 000	10																																																																																																
2	Four de polymérisation cataphorèse	2565/2/a	0,4	1300	5																																																																																																
3	Dégraissage 1 (M5)	2565/2/a	0,315	4000	8																																																																																																
4	Dégraissage 2 (T6)	2565/2/a	0,25	1000	6																																																																																																
5	Préparation ligne T7	2565/2/a	0,7	14 600	10																																																																																																
6	Zincage ligne T7	2565/2/a	0,7	19 500	10																																																																																																
7	Préparation ligne T8	2565/2/a	0,51	20 000	10																																																																																																
8	Zincage ligne T8	2565/2/a	0,7	30 000	10																																																																																																
9	Préparation 1 (TF)	2565/2/a	0,25	3500	6																																																																																																
10	Préparation 2 (OMSA)	2565/2/a	0,3	1500	6																																																																																																
11	Application 1 Zintek 100 (évapo)	2940/1/b	0,3	1700	8																																																																																																
12	Application 1 Zintek 100 (centrif)	2940/1/b	0,25	1100	6																																																																																																
13	Application 2 Zintek 48 (évapo)	2940/1/b	0,3	1700	8																																																																																																
14	Application 2 Zintek 48 (centrif)	2940/1/b	0,25	1100	6																																																																																																
15	Ligne Zintek pulvérisation	2940/2/b	0,4	1600	6																																																																																																
<b>Constats :</b> Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que les points de rejets recensés dans l'arrêté préfectoral du 27/07/2018 et ceux observés sur le terrain ne correspondent pas pour plusieurs d'entre eux. L'exploitant a indiqué à l'inspection que certains points de rejets comme le conduit n°8 (zincage ligne T8) et n°9 (préparation 1 (TF)) ont été supprimés. Le conduit n°4 (dégraissage 2 T6) n'est plus en fonctionnement.  L'inspection a par ailleurs constaté l'ajout de 2 fours et 2 cabines de peinture dans le bâtiment « usine 2 » dont les rejets sont canalisés et débouchent vers 2 nouveaux conduits non déclarés par l'exploitant. Le système de traitement par oxydation thermique (RTO) a été installé en 2020 et son installation n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance. Plusieurs émissaires ont été raccordés à cette unité de traitement (ligne ZT100, ZT48, ligne Zintek) mais en l'absence de déclaration, cette modification n'a pas été prise en compte et les prescriptions s'appliquant au site n'ont pas été actualisées. Le nombre et les équipements raccordés aux conduits de rejets atmosphériques ne correspondent pas à ceux listés à l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27/07/2018.  <b>L'exploitant réalisera un inventaire exhaustif des émissaires du site dans le cadre d'un porter à connaissance afin de mettre à jour l'arrêté préfectoral.</b>																																																																																																					
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites																																																																																																					
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription																																																																																																					
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois																																																																																																					

**N° 5 : Points de rejets (emplacement), ventilation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets (emplacement), ventilation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation des locaux est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à un mètre au-dessus du faîtage.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, les inspecteurs ont constaté que les débouchés des systèmes de ventilation sont éloignés des immeubles habités ou occupés par des tiers et présentent une hauteur suffisante permettant la dispersion des gaz rejetés et à plus d'un mètre au dessus du faîtage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Conception des points de rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, diffusion des gaz dans l'atmosphère
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. [...]
<b>Constats :</b> La cheminée située au niveau de l'atelier cataphorèse est équipé d'un chapeau chinois comme le montre la photo ci-dessous. 
<i>Figure 1: conduit n°1</i>



C'est également le cas pour le conduit du RTO situé au niveau de l'usine 2 à droite sur la photo ci-dessous.



Figure 2: conduit RTO

Ces équipements ne favorisent pas au maximum l'ascension des gaz à l'atmosphère. L'exploitant a indiqué que les chapeaux chinois empêchent les eaux de pluie de s'infiltrer dans le conduit. L'exploitant doit étudier les solutions de substitution envisageables pour améliorer les conditions de rejets de ses installations et transmettra à l'inspection le résultat de cette étude.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 7 :** Points de rejets (cyanure), ventilation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6

**Thème(s) :** Actions nationales 2023, Points de rejets (cyanure), ventilation

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

IV. La détoxification d'effluents cyanurés et le stockage de bains usés ou concentrés cyanurés sont implantés de manière à éviter toute possibilité de stagnation de vapeurs ou gaz toxiques.

**Constats :** L'exploitant a déclaré qu'il n'y avait pas de cyanure utilisé sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 8 : Points de rejets (substance toxique), ventilation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets(substance toxique), ventilation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réserves de cyanure, de trioxyde de chrome et autres substances toxiques sont entreposées à l'abri de l'humidité. Le local contenant les produits cyanurés ne doit pas renfermer de solutions acides. Les locaux doivent être pourvus de fermeture de sûreté et d'un système de ventilation naturelle ou forcée donnant sur l'extérieur.
<b>Constats :</b> L'exploitant a déclaré ne pas utiliser de cyanure ou trioxyde de chrome.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Traitement des fumées – consignes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. (...) Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : « - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ; « - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ; (...) - Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.
<b>Constats :</b> Il n'existe pas de procédure comportant les vérifications à effectuer, en condition normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentanée des installations. L'exploitant a indiqué que les consignes et les vérifications à effectuer étaient connues des opérateurs. Elles ne sont pas formalisées. Au niveau de l'installation de traitement RTO, des consignes pour le démarrage et l'arrêt sont affichées. Une description du fonctionnement et les vérifications à réaliser en cas d'anomalie sont également affichées sur l'équipement. <u>Contrairement à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, l'exploitant n'a pas établi des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le</u>

<u>respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4mois

**N° 10 : Traitement des fumées – documents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité, documents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les consignes existantes sur le démarrage, l'arrêt et les vérifications à réaliser au niveau du RTO sont affichées sur l'équipement. Un registre de suivi du fonctionnement de l'installation et les opérations de maintenance effectuées est également disponible à cet endroit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.  Art.58-I. De l'AM du 02/02/1998 Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
<b>Constats :</b> Aucune mesure d'autosurveillance des émissions atmosphériques n'est prévue par l'exploitant. L'exploitant prévoit la réalisation, pour chaque point de rejet, d'une mesure du débit et des concentrations des polluants définis à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 27/07/2018 une fois par an par un organisme agréé comme cela lui est demandé à l'article 10.2.1.1 de l'arrêté du 27/07/2018.  Les conditions de mesurage ne sont pas définies dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique procéder aux mesures lors des phases de fonctionnement des installations. Les installations fonctionnent 6j/7, 24h/24.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.</p> <p>Art.58-III. De l'AM du 02/02/1998 : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection a procédé au contrôle approfondi du rapport de mesure de l'APAVE daté du 09/11/2022 relatif aux mesures des rejets atmosphériques des conduits n°1, 2 et RTO amont et aval les 3 et 4 octobre 2022.</p> <p>L'agence qui a réalisé ce contrôle est l'agence APAVE Parisienne SAS. La référence du rapport est 22 507 LSO 24270 00 U-R01. La référence à l'agrément du laboratoire est mentionné en p60 du rapport ( arrêté du 16 juin 2022) ainsi que la référence à l'accréditation en p1 du rapport. Tous les paramètres ne sont pas rendus sous accréditation notamment, pour les conduits n°1 et n°2, les résultats des mesures pour le chrome, le nickel, l'acidité totale, l'alcalinité totale, le Cr VI et les cyanures.</p> <p>Ainsi il est considéré que la mesure réglementaire de ces paramètres n'est pas réalisée conformément aux dispositions réglementaires.</p> <p>Le laboratoire dispose des agréments pour les paramètres mesurés excepté pour le Cr VI pour lequel il n'existe pas d'agrément au titre de l'arrêté ministériel du 11 mars 2010. Dans ce cas, une accréditation est demandée. L'organisme de contrôle ne possède pas non plus d'accréditation pour ce paramètre.</p> <p><u>L'exploitant doit faire réaliser le contrôle du paramètre Cr VI par un organisme accrédité pour ce paramètre lors de la prochaine mesure, en tout état de cause avant la fin de l'année 2023.</u></p> <p>Tous les paramètres réglementés dans l'arrêté préfectoral ont fait l'objet d'une mesure. Toutefois, pour que le contrôle soit réglementairement valable, la mesure doit être répétée 3 fois ce qui n'est pas le cas en ce qui concerne le conduit n°2 pour les paramètres poussières, SO<sub>2</sub>, HF, NH<sub>3</sub>, Cr, Ni, Cr VI, cyanures, acidité totale et alcalinité. Aucune justification n'est fournie dans le rapport.</p> <p>La durée de mesurage n'est pas conforme non plus puisque la durée de mesurage est de 30min pour les paramètres HF et métaux au lieu d'une heure définie dans l'arrêté du 11 mars 2010 modifié.</p> <p><u>Les mesures des rejets atmosphériques ne sont pas réalisées conformément aux prescriptions de l'arrêté du 11 mars 2010 modifié. Le laboratoire ayant réalisé les mesures ne possède pas l'accréditation nécessaire pour effectuer les mesures de certains paramètres (Cr VI).</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

**N° 13 : Surveillance des rejets – prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/07/2018, article 10.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, prélèvement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27/07/2018: [...] Pour chaque point de rejet, des mesures de débit et des concentrations de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.2.3 sont réalisées par un organisme agréé au moins une fois par an, selon les normes en vigueur sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis les rapports de mesure suivants:- rapport APAVE du 26/04/2021 sur les conduits 1, 2, 5, 6, 7 et 11, 12, 13, 14 et 15- rapport APAVE du 09/11/2022 sur conduits 1, 2, RTO amont et aval- rapport APAVE du 04/01/2023 sur conduits 5, 6 et 7. Pour l'année 2022, les points de rejet suivant n'ont pas fait l'objet d'une surveillance :- conduits n°3 et 4- conduits n°8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15. L'exploitant a déclaré que les conduits n°8 et 9 ont été supprimés, que les installations raccordées au conduit n° 4 ne sont pas en fonctionnement. Les conduits 11 à 15 ont été raccordés à l'installation de traitement RTO et ne composent donc plus qu'un seul point de rejet (RTO amont et aval). Les points de rejet 3 et 10 auraient dû faire l'objet d'une mesure en 2021 et 2022. <u>Contrairement à l'article 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27/07/2018, l'exploitant n'a pas réalisé les mesures du débit et des concentrations de l'ensemble des polluants visés à l'article 3.2.3 sur tous les points de rejet du site.</u>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

N° 14 : Surveillance des rejets – valeurs d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La surveillance des rejets dans l'air porte sur :  (...) les valeurs limites d'émissions. Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques de l'ensemble des polluants visés par l'arrêté préfectoral d'autorisation ou à défaut visés à l'article 26 du présent arrêté, est réalisée au moins une fois par an selon les normes en vigueur au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations. Une estimation des émissions diffuses est également réalisée selon la même périodicité.
<b>Constats :</b> L'installation fonctionne 24h/24 6j/7. Le site est fermé du samedi 22h au lundi 6h30. Le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 09/11/2022 relate les résultats des mesures effectuées du lundi 3 au mardi 4 octobre 2022. Les conditions de fonctionnement sont indiquées dans le rapport pour chaque conduit mesuré. Les conditions dans lesquelles ont été effectués les mesures sont représentatives du fonctionnement normal du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 15 : Surveillance des rejets – programme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejet, programme
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art.58-II. De l'AM du 02/02/1998  II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.
<b>Constats :</b> Les méthodes mises en œuvre dans le cadre du contrôle réglementaire des rejets atmosphériques réalisés par l'APAVE les 3 et 4 octobre 2022 sont précisées aux pages 19 à 21 du rapport du 09/11/2022. Elles correspondent aux méthodes normalisés de référence figurant dans l'avis du 22/02/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Surveillance des rejets – conformité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 33
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Conformité des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.  Art.58-IV de l'AM du 02/02/1998  IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Dans le rapport de l'APAVE du 26/04/2021 relatif aux mesures réalisées sur les conduits 1, 2, 5, 6, 7 et 11, 12, 13, 14 et 15 les 9 et 10 mars 2021, la vitesse d'éjection des fumées des conduits n°2 et 6 n'était pas conforme (trop faible). L'inspection a interrogé l'exploitant sur les suites données à ces constats. L'exploitant a indiqué que les extracteurs des conduits en question ont été changés. Les résultats des analyses réalisées sur ces conduits en 2022 sont conformes y compris sur les vitesses d'éjection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Respect des VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Tableau de VLE de l'AP  ou  L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe les valeurs limites en concentration pour les polluants susceptibles d'être rejetés par l'installation. La teneur en polluants avant rejet des gaz et vapeurs respecte avant toute dilution les limites fixées comme suit.  Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube rapporté à des conditions normalisées de température (273,15 degrés K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p>POLLUANT REJET DIRECT (en mg/m<sup>3</sup>)  Acidité totale exprimée en H= 0,5  HF, exprimé en F = 2  Cr total = 1  Cr VI = 0,1  Ni = 5  CN = 1  Alcalins, exprimés en OH = 10  NOx, exprimés en NO2= 200  SO2 = 100  NH3= 30</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.  Les mesures, prélèvements et analyses sont effectués selon les normes en vigueur ou à défaut selon les méthodes de référence reconnues.</p> <p>Cas particulier de l'attaque nitrique :  NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.</p> <p>Rejets de cyanure : si, pour une raison justifiée par l'analyse de l'impact sur le milieu récepteur et après emploi des meilleures techniques disponibles, la valeur limite d'émission de 1 mg/m<sup>3</sup> ne peut être atteinte, la valeur limite d'émission fixée dans l'arrêté préfectoral d'autorisation doit prendre en compte l'état du milieu récepteur ou les contraintes attachées aux installations de traitement réceptrices.</p>
<b>Constats :</b> Les résultats des mesures réalisées par l'APAVE en octobre et en décembre 2022 sur les conduits n°1, n°2, RTO, n°5, n°6 et n°7 sont conformes et le laboratoire conclut au respect des valeurs limites d'émission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet